

Burundi : Guerre d'usure pour le pouvoir et difficulté de s'unir pour l'opposition

RFI, 11 janvier 2016 C. Thibon : Le Burundi est «une sorte de marché d'économie de guerre» Le 28 décembre dernier, la médiation ougandaise était parvenue à réunir Entebbe des représentants du pouvoir burundais et de la plateforme de l'opposition CNARED, dans l'espoir de relancer un dialogue de sortie de crise. Mais la reprise des pourparlers, prévue mercredi dernier (le 6) par la médiation, a immédiatement été rejetée par Bujumbura, arguant que la date n'avait pas fait l'objet d'un consensus. Aucune autre date n'est prévue pour le moment. Le processus est-il définitivement au point mort ? Quelles peuvent être les réactions de l'UA et de la communauté internationale ? L'historien Christian Thibon, spécialiste de l'Afrique des Grands lacs répond à RFI.

RFI: La reprise du dialogue prévue par la médiation ougandaise le 6 janvier à Arusha n'a pas eu lieu, aucune nouvelle date n'est fixée. Est-ce que vous croyez en une reprise des pourparlers ? Christophe Thibon : A première vue rien n'est possible puisque nous sommes dans une guerre d'usure de la part du pouvoir et une difficulté de la part de l'opposition de s'unir avec le CNARED, cette plateforme de l'opposition, et de l'autre le CNARED qui lui refuse tout maintien au pouvoir de Nkurunziza. Oui, on est dans une négociation qui tourne autour du départ de Pierre Nkurunziza. C'est-à-dire sur une sortie de Pierre Nkurunziza et donc effectivement, cet élément de négociation n'est pas retenu par le pouvoir qui refuse toute négociation et toute médiation extérieure. Quel est pour vous le cœur du blocage ? Le cœur du blocage on pourrait dire qu'on est dans une dimension qui est presque psychologique ou irrationnelle maintenant. C'est-à-dire que depuis mars il y a eu toute une série d'opportunités pour le pouvoir de se maintenir tout en faisant circuler les différents personnages au pouvoir. Donc on est dans une stratégie qui est celle d'un pouvoir qui se «bunkerise», qui est confiant dans son rapport de force militaire sur le pays et qui refuse toute négociation, espérant que tout compte fait la plupart des partenaires internationaux vont petit à petit abandonner le terrain. A la mi-décembre le Conseil paix et sécurité de l'Union africaine s'est prononcé pour l'envoi d'une force de prévention et de protection, immédiatement par Bujumbura. La décision revient maintenant aux chefs d'Etat de l'Union africaine. Est-ce que vous pensez qu'ils vont passer outre le refus de Bujumbura ? Pour l'Union africaine, semble-t-il, il y a deux choses. Il y a une prise de position de l'institution panafricaine, qui effectivement a la volonté de faire respecter les droits de l'homme et donc est très dynamique dans la décision d'intervenir ou disons de pacifier la situation. Il y a ensuite l'assemblée des présidents on est dans une autre échelle. C'est un petit peu le Congrès de Vienne où tous les présidents africains ont peut-être à l'égard du Burundi une préoccupation différente de celle de la Commission des droits de l'Homme. Est-ce que vous pensez que ces chefs d'Etat pourraient prendre la décision d'intervenir malgré ce refus de Bujumbura, sachant que certains de ces présidents, eux-mêmes, sont parfois contestés dans leur volonté de se maintenir au pouvoir ? C'est le paradoxe de la situation où effectivement l'Union africaine prendrait une décision qui irait à l'encontre des politiques d'un maintien des présidents dans plusieurs pays africains. Donc c'est ce paradoxe qui explique qu'on va laisser le temps, on va attendre que la situation pourrisse, pour en fin de compte espérer un règlement politique interne, ce qui n'est pas pour l'instant envisageable. Est-ce que vous pensez que la majorité des deux tiers des chefs d'Etat, pour passer outre ce refus de Bujumbura, pourrait néanmoins être atteinte ? Ce sera difficile dans la mesure où Bujumbura a tout de même la capacité d'avoir une politique extérieure et depuis un certain temps tente de fragiliser ce front diplomatique africain. On le saura dans le compte des supports et les principales puissances ou puissances secondaires africaines seront mises à égalité avec d'autres petits pays qui vont jouer un rôle important dans la décision finale. On peut deviner les positions ambiguës de certains pays voisins comme la Tanzanie et la RDC ou de certains pays qui sont beaucoup plus éloignés, mais qui entretiennent des relations importantes avec le Burundi. C'est le cas du Soudan, c'est le cas de l'Angola. On peut se poser des questions sur la prise de position de certains pays qui sont dans une situation analogue. Je pense au Congo Brazzaville ou au Zimbabwe qui sont plus prudents dans la prise d'une décision d'intervention au Burundi. La participation des autorités burundaises au dialogue est une des attentes de l'Union européenne qui a commencé des consultations avec Bujumbura sur le maintien ou non de sa coopération. Mais aussi, on a l'impression que le processus semble s'enliser. Le processus s'enlise dans la mesure où les pressions exercées sont des pressions qui n'auront des effets que dans le moyen terme. Pas à court terme. Les rapports de force pour l'instant sont de type presque militaire. Donc si on raisonne en terme de forces militaires, le pouvoir à Bujumbura est assuré d'une survie. En revanche, les pressions qui vont s'accumuler vont peser sur la situation de l'Etat, la situation économique et en fin de compte seront des éléments qui vont apparaître d'une façon vitale dans quatre, cinq, six mois. Pas aujourd'hui. Qu'est-ce qui pourrait faire évoluer la situation de blocage dans les temps qui viennent ? On est toujours de même dans une montée de la violence qui prend des formes de plus en plus extrêmes et qui se régionalise au travers essentiellement de la participation de miliciens dans ce qu'on peut appeler une guerre civile au Burundi. Est-ce qu'il y a un vrai risque effectivement dans la région ? On a vu que le Burundi accuse notamment le Rwanda d'entraîner des Burundais sur son sol et les renseignements de la RDC s'inquiètent d'infiltrations à l'est de rebelles burundais. Il y a un risque dans la mesure où le Burundi est devenu une sorte de marché et d'économie de guerre. C'est-à-dire que des milices existent dans la région, ils existent essentiellement en RDC, dans les deux Kivu, et ces miliciens trouvent au Burundi aujourd'hui une opportunité en termes d'économie de guerre et aussi la possibilité d'être sollicités par différents acteurs militaires dans la crise burundaise. Donc là effectivement, on est dans un enchaînement pratique au quotidien, basique, c'est des engagements individuels mais qui prend une dimension collective et inquiétante pour la région. Par Laura Martel